



## Piketty, Maurin, Philippon et les autres... V'là la jeune garde

Trentenaires, économistes et... ségolénistes. Histoire d'une séduction raisonnée

**C**e sont les petites mains du programme économique de Ségolène Royal. De brillants soutiens longtemps restés dans l'ombre, qui sortent aujourd'hui du bois pour apporter leur soutien à la candidate socialiste. Le 8 mars dernier, dans une salle de conférence de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, une dizaine de jeunes économistes (1) ont accepté de plancher devant les Amis de Ségolène Royal, une association montée par Pierre Bergé. Et de dire tout le bien qu'ils pensaient d'un projet qu'ils ont en partie inspiré. Une petite révolution pour cette nouvelle génération d'intellectuels qu'on disait distante, méfiante, presque fâchée avec la politique. Soucieuse en tout cas de ne pas se laisser instrumentaliser, ni de céder à la facilité de clivages dépassés.

Certains d'entre eux, comme leur chef de file, Thomas Piketty, 35 ans, fondateur de la toute nouvelle École d'Économie de Paris, ou encore Thomas Philippon, 32 ans, professeur de finance à l'université de New York, avaient été repérés depuis longtemps par Sophie Bouchet-Petersen, la plus proche conseillère de Ségolène Royal. D'autres sont entrés en « royalisme » dans le sillage de la sociologue Dominique Méda ou de l'ancien conseiller économique de Lionel Jospin, Pierre-Alain Muet. Chargé de piloter la cellule économique de la candidate, ce dernier a été surpris de voir arriver des profils qui tranchaient avec les « technos » habituels du Parti socialiste : « Beaucoup d'entre eux n'étaient pas parisiens, n'avaient jamais fait de cabinet, ni de politique, mais se sont présentés spontanément pour savoir comment ils pouvaient contribuer à la campagne. »

Pourquoi maintenant, et pourquoi elle ? C'est d'abord la personnalité de la candidate qui les a séduits. « Son itinéraire m'intéresse, explique Thomas Piketty. Son côté présidente de région, relativement neuve sur la scène politique nationale, le fait qu'elle n'ait pas occupé de "grands" ministères depuis vingt ans me paraît essentiel pour aérer la démocratie française.



**Ségolène Royal le 13 mars 2007 à la Maison de l'Amérique latine avec Thomas Philippon, Thomas Piketty, David Spector, Philippe Aghion et Olivier Lemaire.**

*Pourquoi ce qui est possible à l'étranger ne le serait-il pas chez nous ? Regardez Clinton, il n'était que gouverneur de l'Arkansas avant de devenir président des États-Unis.* Médaillé d'or du CNRS, spécialiste mondial de la croissance, professeur à Harvard, Philippe Aghion, 41 ans, a lui aussi rallié la femme avant de rallier son programme. « En tant qu'économiste je ne crie pas tous les jours, "vive le discours de Villepinte" de Ségolène Royal. Mais j'ai été séduit par son diagnostic de la situation et par sa façon d'appréhender la politique », explique-t-il. Il y a quinze jours, avec quelques-uns de ses confrères, il a déjeuné avec la candidate à la Maison de l'Amérique latine à Paris. Comme d'habitude lorsqu'elle rencontre des experts, elle est venue seule, munie d'un cahier et d'un stylo. « Elle nous

*répondait du tac au tac, traduisant ce qu'on lui disait avec des mots que tout le monde peut comprendre, poursuit Aghion. Son leitmotiv : qu'est-ce que ça change dans la vie des gens ? Elle puise ses sources de plusieurs côtés, je la sens très ouverte. Ses allusions à Tony Blair ou aux modèles d'Europe du Nord m'avaient déjà mis la puce à l'oreille. Elle est en fait très proche de DSK. »*

Parmi les économistes présents à Ulm le 8 mars dernier, certains comme Eric Maurin, 35 ans, auteur du « Ghetto français », ont d'ailleurs fréquenté le réseau strauss-kahnien Agir en Europe. D'autres comme Thomas Philippon, qui a rejoint Ségolène Royal il y a un an, reconnaissent avoir hésité. « Il y avait déjà beaucoup de monde autour de DSK, j'ai pensé que je serais plus utile à Ségolène, explique-t-il. Et puis elle me paraissait plus réceptive à mes travaux. » Depuis, ce spécialiste de la crise du travail, auteur d'un ouvrage remarqué sur « le Capitalisme d'héritiers », n'a cessé de l'alimenter en notes. Lui qui n'avait jamais milité a même pris sa carte à la section du Parti socialiste de New York pour apporter sa voix

à la candidate en novembre dernier ! « Elle évite de balancer des trucs qui ne vont pas marcher, c'est un vrai programme de gauche moderne », se félicite Philippon, qui a accompagné Royal, lors d'un récent passage à Paris, sur le plateau de l'émission « A vous de juger ». « Ses priorités – l'éducation, la formation, le dialogue social – montrent qu'elle place le capital humain au cœur de son programme. Son approche donnant-donnant cherche à maintenir un équilibre entre solidarité et compétitivité. Elle a compris qu'on ne résoudrait pas la crise du travail sans instaurer une véritable démocratie sociale où l'Etat et les entreprises arrêteraient enfin de se bagarrer. »

Tous ne partagent pas cet enthousiasme. Eric Heyer, économiste à l'OFCE, a ainsi la désagréable impression d'avoir été instrumentalisé par les « amis » de Ségolène Royal, qu'il trouve encore beaucoup trop floue et à laquelle il reproche son absence de vision globale. Mais face à un Nicolas Sarkozy, dont le programme est jugé « dangereux et inefficace », et à un François Bayrou que son obsession de la dette rend de facto « petit bras », la plupart des experts conviés à Ulm font crédit à Ségolène Royal d'avoir su se montrer pragmatique. L'absence de mesures phares qui faisaient autrefois l'identité de la gauche (39 heures et nationalisations en 1981, RMI en 1988, 35 heures et emplois-jeunes en 1997) ne les chagrine pas bien au contraire. « On n'essaie plus de faire croire qu'il existerait une ou deux mesures qui résoudraient tout, et tant mieux d'ailleurs, constate Thomas Piketty. On a bien vu que ce n'était pas le cas sous Jospin, et qu'après les 35 heures et les emplois-jeunes il ne savait plus bien quoi faire. » Le médiatique fondateur de l'Ecole d'Economie de Paris, qui a annoncé son soutien à la candidate sur internet (la vidéo a été téléchargée 10 000 fois sur DailyMotion !), ne juge pas le programme parfait. Mais il s'élève contre les attaques de la droite qui tente de renvoyer Royal à l'image d'une gauche archaïque. « Passer de 22 à 17 élèves par classe en ZEP, par exemple, ça concerne 300 000 enfants par an. C'est un truc à grande échelle vraiment révolutionnaire, qui permettra de dépasser le sacro-saint principe d'égalité et de mettre un peu plus de concurrence au niveau de la carte scolaire. C'est tout le contraire de la vieille gauche ! » Gauche, droite ? Pour le « New-Yorkais » Thomas Philippon, comme pour beaucoup de ses confrères, ce n'est de toute façon plus vraiment le problème. « Mon souci est de faire avancer le schmilblick. Savoir si c'est de gauche ou de droite m'intéresse moins que de savoir si cela marche ! »

**MATTHIEU CROISSANDEAU**

(1) Parmi lesquels Philippe Aghion (Harvard, Ecole d'Economie de Paris) Philippe Askenazy (CNRS EEP), Eve Chiapello (HEC), Eric Maurin (EHESS), Dominique Méda (CEE).